PRIX DE L'ABONNEMENT
Edition Quotidienne

	Un An.	6 Mois	3 Mois	1 Mois
POUR LES ETATS-UNIS....	$12.00	$6.00	$3.00	$1.00
POUR L'ETRANGER.....	$15 15	$7.35	$3.75	$1 To

Les abonnements se soldent invariablement d'avance

Le Numéro — Cinq Sous

PRIX DE L'ABONNEMENT.
Edition Hebdomadaire.

	Un An.	6 Mois	4 mois	3 Mois.
POUR LES ETATS-UNIS	$3.00	$1.50	$1.00	75 cts
POUR L'ETRANGER...	$4.00	$2.00	$1.33	$1.00

Les abonnements datent du 1er et du 15 de chaque mois.

L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

POLITIQUE, LITTERATURE. — PRO ARIS ET FOCIS — SCIENCES, ARTS.

Journal Français Quotidien — NOUVELLE-ORLEANS, MARDI MATIN, 6 NOVEMBRE 1900. — Fondé le 1er Septembre 1827

NEW ORLEANS BEE PUBLISHING CO., LIMITED.
Bureaux: 323 rue de Chartres.
Entre Conti et Bienville.

Entered at the Post Office at New Orleans, La., as Second Class Matter.

POUR LES PETITES ANNONCES DE DEMANDES, VENTES ET LOCATIONS, ETC., QUI SE SOLDENT AU PRIX REDUIT DE 10 CENTS LA LIGNE, VOIR UNE AUTRE PAGE.

LES RETOURS DES ELECTIONS.

L'ABEILLE recevra ce soir, à partir de sept heures et pendant toute la nuit, des Bulletins d'élections qu'elle publiera sur ses tableaux.

Ces Bulletins arriveront directement dans sa salle de dépêches, de toutes les parties du pays, par des fils spéciaux.

Les tableaux seront sur le balcon éclairés à l'électricité, de façon à permettre au public dans la rue de suivre les progrès du dépouillement.

Sauvons le pays en danger.

Nous savions, depuis longtemps, les républicains capables de toutes les audaces, de toutes les effronteries. Mais la dernière de toutes celles dont ils se sont rendus coupables et que M. McKinley n'a pas craint de couvrir de son approbation, de sa signature de chef de l'Etat, dépasse toutes les imaginations. Ils reprochent à la démocratie sa malhonnêteté. Les malheureux! Ils sont en tout quelques milliers de spéculateurs, d'exploiteurs, de monopoleurs, qui ont accaparé tous les capitaux, qu'ils manient à leur profit particulier et au détriment des populations laborieuses de l'Union. Ils se sont emparés de toutes les industries agricoles et manufacturières, manufacturières surtout, dont dont ils empochent impudemment tous les bénéfices, ne laissant au travailleur, c'est-à dire au producteur véritable, pour se nourrir, que les miettes qui, par hasard, tombent de leurs tables princières.

A force de centraliser toutes les activités industrielles, toutes les exploitations commerciales dans les mains, d'abord de quelques centaines de mille patrons bien vite et facilement enrichis, puis, de quelques milliers de richards, devenus millionnaires, et enfin, de quelques monstrueux financiers passés à l'état de milliardaires, ils sont parvenus à supprimer la concurrence. Plus de liberté industrielle ou commerciale possible; ils sont possesseurs de tous les capitaux; ils ont la main sur toutes les fabriques. Que si quelqu'audacieux, quelqu'imprudent tente de monter une entreprise libre, en dehors de leur concours rapace, envahisseur, ils le traquent, ils l'enveloppent, ils le cernent, il lui jettent le lasso, ils le font culbuter; ils le suppriment en le ruinant. Car les choses se passent dans le monde économique comme dans le monde militaire. La victoire reste toujours aux plus gros bataillons. Seulement ici, ce sont les dollars qui font office de soldats et nous devons ajouter que les défaites économiques sont encore plus désastreuses que les défaites sur les champs de bataille.

Le pays est riche, clament ils sur tous les tons. Oh! il faut s'entendre sur ce chapitre là. Oui, s'il ne s'agit que de quelques grands industriels, de quelques gros capitalistes, de quelques chefs d'immenses entreprises de transport qui se sont rendus maîtres de toute la surface du pays. Il en est tout autrement s'il s'agit de la masse de la population, pour laquelle la gêne et le besoin deviennent d'autant plus cruels à supporter qu'elle se voit, à chaque instant, coloyée par de monstrueuses opulences qui les éclaboussent et les écrasent.

Quelle est la cause réelle de tous ces maux? Le Trust, qui enveloppe tout et foule tout aux pieds.

Il n'y a d'autre moyen de s'en débarrasser que de chasser du pouvoir la coterie politique qui le soutient et en est soutenue depuis si longtemps.

Aux Polls donc, et abattons à la fois l'hydre du républicanisme et la pieuvre du Trust.

Aux Polls! et montrons que le peuple est le souverain et non l'esclave; le maître et non le valet.

Aux Polls! et pas d'abstention! C'est du vote de chacun de nous, souvenons nous en bien, que dépend la victoire.

Aux Polls, et courons-y, pleins de cette pensée que si la liberté politique, qui est un de nos biens les plus chers, est menacée, la liberté économique, qui est cent fois plus précieuse puisque c'est d'elle que dépend non seulement le bien être, mais l'existence même de nos familles, c'est cent fois plus encore.

Aux Polls, et assurons par notre concours le triomphe de la démocratie et le salut du pays!

Wereln
"Everything in Music"

Perfect Harmony

The bang and twang of mechanical music so common in this day and age is not heard in reproductions on the

Pianola and Aeolian

They preserve all the delicate tones and produce no harsh ones. They are almost human in working more than human in' results.

Mathushek Damp-proof Pianos.

Philip Werlein, Ltd., 1210 Canal St.

Les estimations des Démocrates et des Républicains.

Presse Associée.

New York, 5 novembre—Les Démocrates et les Républicains se reposent à la veille de la bataille. Depuis samedi soir, il ne s'est rien passé de nouveau dans les cercles politiques de l'Etat. On est fatigué des processions qui ont eu lieu au milieu de la place. Aussi dimanche est-il devenu réellement un jour de repos.

Il en a été un peu de même pour le parti démocrate dans les districts de Manhattan.

Il ne s'est rien passé en dehors des clubs principaux. Ceux qui dirigent la campagne ont employé leurs temps à préparer leurs rapports et à écrire des lettres pour presser les électeurs et envoyer des instructions aux chefs du parti, dans la ville et dans l'Etat. Les meneurs républicains et démocrates ont repassé en revue les chiffres qu'ils avaient publiés.

Du côté des démocrates Richard Croker estime la pluralité du parti de 20,000 à 30,000.

Les républicains s'élèvent pour eux, à 100,000. Le sénateur Depew, qui est de retour d'une tournée dans les districts ruraux, croit que les républicains auront une pluralité de 185,000.

ÉNONCÉ DE PRINCIPES OU "PLATE-FORME" DU Parti Démocratique.

Nous, les représentants du parti démocratique des Etats-Unis, réunis en convention nationale, le jour anniversaire de l'adoption de la Déclaration de l'Indépendance, réaffirmons notre foi dans l'immortelle proclamation des droits inaliénables de l'homme et notre allégeance à la Constitution rédigée en harmonie avec cette proclamation, par les fondateurs de la République. Nous tenons comme la Cour Suprême des Etats-Unis, que la Déclaration de l'Indépendance est l'esprit de notre gouvernement dont la Constitution est la forme et la lettre. Nous déclarons encore que tous les gouvernements institués par des hommes puisent leurs justes pouvoirs dans la volonté des gouvernés; que tout gouvernement non basé sur la volonté des gouvernés est une tyrannie; et que d'imposer à tout peuple un gouvernement de force, c'est substituer les méthodes de l'impérialisme à celles d'une république Nous tenons que la Constitution suit le drapeau, et dénonçons la doctrine qu'une autorité exécutive ou un congrès redevable de son existence ou de ses pouvoirs à la Constitution peut exercer une autorité légale au delà de cette Constitution ou en violation de celle-ci Nous affirmons qu'aucune nation ne peut accepter un gouvernement qui soit moitié républicain et moitié empire, et nous prédisons au peuple Américain que l'impérialisme à l'étranger amènera également et inévitablement le despotisme chez nous

"Ayant foi dans ces principes, nous dénonçons la législation de Porto-Rico imposée par un Congrès républicain, en dépit de la protestation et de l'opposition de la minorité démocratique comme une violation audacieuse et ouverte de la loi organique et une flagrante trahison de la bonne foi nationale. Cette législation impose au peuple de Porto Rico un gouvernement sans son consentement et une taxation sans représentation. Elle déshonore le peuple Américain en reniant une promesse faite en son nom par le général-commandant notre armée et que le peuple de Porto Rico a saluée comme une occupation pacifique et sans opposition de son territoire. Elle a voué à la pauvreté et à la détresse un peuple dont l'impuissance fait appel d'une façon toute particulière à notre justice et à notre magnanimité.

En cela, le premier acte de son

PROGRAMME IMPÉRIAL

Le parti républicain cherche à engager les Etats-Unis dans une politique coloniale en contradiction avec les institutions républicaines et condamnée par la Cour Suprême dans nombre de ses arrêts.

"Nous demandons l'exécution prompte et consciencieuse de nos promesses au peuple Cubain et au monde entier que les Etats Unis n'ont aucune disposition ni aucune intention d'exercer une souveraineté, une juridiction ou un contrôle sur l'île de Cube, excepté pour sa pacification. La guerre est terminée depuis bientôt deux années, une paix profonde règne dans toute l'île, et cependant l'administration garde et ne livre pas au peuple Cubain le gouvernement de son île, tandis que des aventuriers carpet bagger, fonctionnaires pillent ses revenus et exploitent la théorie coloniale pour la disgrâce du peuple Américain.

"Nous condamnons et dénonçons la politique aux Philippines de la présente administration. Elle a entraîné nécessairement la république dans une guerre, a sacrifié la vie de nombre de nos plus nobles fils et placé les Etats-Unis, précédemment connus et applaudis par le monde entier comme les champions de la liberté, dans la fausse et non Américaine nécessité d'écraser par la force militaire les efforts de nos anciens alliés dirigés vers la proclamation de la paix et l'institution d'un gouvernement autonome. Les Philippins ne peuvent pas être citoyens sans mettre en danger notre civilisation, ils ne peuvent être des sujets sans mettre en péril notre forme de gouvernement; et comme nous ne sommes pas enclins à faire abandon de notre civilisation ou à changer la république en un empire, nous sommes donc en faveur d'une déclaration immédiate de l'intention de la nation de donner aux Philippins d'abord une forme de gouvernement stable; ensuite leur indépendance, et enfin un protectorat contre l'intervention étrangère, tel qu'il en a été donné pendant près d'un siècle aux républiques de l'Amérique Centrale et de l'Amérique du Sud.

L'avide mercantilisme qui dicta la politique aux Philippines de l'administration républicaine invoque pour se justifier la prétention qu'il en sera retiré des profits, mais même cette sordide et indigne prétention est creuse quand elle est mise à l'épreuve par les faits La guerre d'une criminelle agression contre les Philippins entraîne à une dépense annuelle de plusieurs millions et a déjà coûté plus que ne pourrait solder en profits de tout le commerce des Philippines pendant des années De plus, quand le commerce se sera développé aux dépens de la liberté, le prix en sera toujours trop élevé.

"Nous ne sommes pas opposé à l'expansion territoriale quand c'est pour acquérir un territoire désirable qui puisse être érigé en Etats de l'Union et dont les populations sont consentantes et dignes de devenir des citoyens Américains.

"Nous favorisons l'extension commerciale par tous les moyens pacifiques et légitimes, mais nous sommes inalterablement opposés à la saisie ou à l'achat de terres lointaines qu'il nous faudra gouverner au mépris de notre Constitution et dont les peuples ne pourront jamais devenir des citoyens.

Nous sommes en faveur d'étendre

L'INFLUENCE DE LA RÉPUBLIQUE

parmi les nations, mais croyons que cette influence doit s'étendre non par la force et la violence, mais par la puissance persuasive d'un exemple élevé et honorable. L'importance d'autres questions actuellement en discussion devant le peuple Américain n'est nullement amoindrie et le parti démocratique n'abandonne pas le terrain qu'il occupe à leur égard; mais la question brûlante de l'impérialisme surgissant de la guerre avec l'Espagne met en jeu l'existence même de la République et rend possible la destruction de nos institutions libres. Nous regardons cette question comme dominant toutes les autres de cette campagne.

La déclaration dans l'énoncé de principes des Républicains adopté à la Convention de Philadelphie, tenue en juin 1900: Que le parti républicain demeure fidèle à la politique annoncée dans la Doctrine Monroe, manque manifestement de sincérité et est décevante. La profession est contredite par la politique avouée de ce parti en opposition avec l'esprit de la Doctrine Monroe d'acquérir et d'exercer la souveraineté sur de vastes étendues de territoire et sur de nombreuses populations dans l'hémisphère de l'Est Nous insistons pour l'inviolable maintien de la Doctrine Monroe dans toute son intégrité, sa lettre et son esprit comme nécessaire pour empêcher l'extension de l'autorité Européenne sur le continent et essentielle à notre suprématie dans les affaires américaines. En même temps, nous déclarons qu'aucun peuple américain ne sera jamais soumis contre son consentement, par la force au joug de l'autorité Européenne.

"Nous sommes opposés au militarisme. Il signifie conquêtes au dehors et intimidation et oppression au-dedans. Il signifie la puissante armée qui a toujours été fatale aux institutions libres. C'est cette armée que des millions de nos citoyens ont fui en Europe Elle imposera à notre peuple qui aime tant la paix une forte armée permanente et entraînera à un surcroît inutile de taxes, ainsi qu'à une constante menace de ses libertés. Une petite armée et une milice d'Etat bien disciplinée suffisent amplement en temps de paix. La République n'a nul besoin du service et de la conscription d'une grande armée. Quand la nation est en danger, le volontaire civil est le meilleur défenseur du pays La Garde Nationale des Etats-Unis doit toujours être chérie par les cœurs patriotiques d'un peuple libre De telles organisations sont toujours un élément de force et de sécurité. Pour la première fois dans notre histoire, et en même temps qu'elle poursuivait la conquête des Philippines, nous sommes nous sur une vaste échelle, écartés du système à jamais en honneur et approuvé de l'organisation populaire. Nous dénonçons cette pratique comme non Américaine, non démocratique et non républicaine, et comme une subversion des anciens et arrêtés principes d'un peuple libre

LES MONOPOLES PRIVÉS SONT SANS DEFENSE ET INTOLERABLES.

Ils tuent la compétition, contrôlent le prix de matériaux et des produits finis, frustrant ainsi le producteur et le consommateur. Ils diminuent l'emploi de la main d'œuvre et arbitrairement fixent les prix et les conditions de cette main d'œuvre, enlevant ainsi à l'énergie individuelle et au petit capital la possibilité de tout avancement. Ils sont les moyens les plus efficaces connus jusqu'ici pour qu'un petit nombre s'approprie les fruits de l'industrie aux dépens du plus grand nombre, et à moins que leur insatiable soif ne soit combattue, toute la fortune se trouvera possédée par quelques individus, et la république détruite.

"Les tergiversations malhonnêtes du parti républicain dans ses énoncés de principes à la nation et dans les Etats, au sujet du syndicat est la preuve certaine que l'accusation portée contre la politique républicaine d'avoir donné naissance aux syndicats est juste; qu'ils sont soutenus par les lois républicaines, et qu'ils sont protégés par l'administration républicaine, en retour de souscriptions pour la campagne et le maintien de cette politique.

"Nous engageons le parti Démocratique à faire une guerre sans trêve à la Nation, à l'Etat et à la ville contre le monopole privé sous toutes ses formes.

Les lois existant contre les syndicats doivent être mises en vigueur, et de plus rigoureuses encore doivent être faites permettant la publicité des affaires des corporations engagées dans le commerce entre Etats et exigeant que toutes les corporations doivent voir avant d'entreprendre des affaires en dehors de leur propre Etat, qu'elle soit de bonne foi et qu'elle n'ait pas essayé et n'essaient de monopoliser aucune branche de commerce ou le produit d'aucun des articles de négoce; et tout le pouvoir constitutionel du Congrès sur le commerce entre Etats, la malle et tous les moyens de communication entre Etats seront compris dans l'observation de lois intelligentes au sujet des syndicats Les lois de tarif devraient être amendées en mettant les produits des syndicats sur une liste libre pour empêcher le monopole établi sous prétexte de protection.

"Le fait que la présente administration républicaine, qui a le contrôle absolu de toutes les branches du gouvernement national, n'ait pas fait une législation destinée à empêcher ou même à réduire la puissance absorbante des trusts et des combinaisons illégales, ou observé la loi anti-syndicat déjà sur les livres des statuts prouve le manque de sincérité des phrases ronflantes de l'énoncé de principes républicain.

Les droits des corporations devraient être protégés et leurs intérêts légitimes respectés, mais toute tentative faite par les corporations pour s'occuper des affaires publiques ou pour contrôler l'autorité doit être empêchée devrait être défendue sous des peines telles, que de pareilles tentatives deviendraient impossibles.

"Nous condamnons la loi de tarif Dingley comme une mesure donnant raison aux syndicats, habilement imaginée pour combler un petit nombre de faveurs qu'ils ne désirent pas, et pour imposer aux plus nombreux un fardeau qu'ils ne devraient pas porter.

Nous favorisons tel développement de la

LOI DE COMMERCE INTERNATIONAL

qui permettra à la Commission de protéger les individus et les communautés contre les distinctions, et le public contre des taux de transport injustes et malhonnêtes.

"Nous affirmons et endossons l'énoncé de principes national Démocratique adopté à Chicago en 1896 et nous réitérons la demande d'un système financier Américain fait par le peuple Américain pour lui-même, qui rétablira et maintiendra un prix égal bimétallique, et par suite d'un tel système nous demandons que l'on reprenne immédiatement la frappe libre et illimitée de l'argent et de l'or à la proportion légale actuelle de 16 pour 1, sans attendre l'aide ou le consentement d'aucune autre nation.

"Nous dénonçons le bill sur la circulation monétaire adopté à la dernière session du Congrès comme un pont de plus dans la politique Républicaine tendant à discréditer le droit souverain du gouvernement national d'émettre tout argent, soit monnaie ou papier, et d'accorder aux banques nationales le pouvoir d'émettre et de contrôler à leur propre bénéfice le volume de papier-monnaie. Le crédit d'une banque nationale permanente assuré par des bons du gouvernement, doit avoir une dette permanente sur laquelle se reposer, et si la circulation monétaire de la banque doit augmenter avec la population et les affaires, la dette aussi doit augmenter Le plan de circulation monétaire Républicain est le plan de réforme qui impose aux contribuables une dette perpétuelle et ordonnance au bénéfice des banques Nous sommes opposés à cette corporation privée de papier, mis en circulation comme de l'argent, mais sans avoir cours légal et demandons le retrait des billets de la banque nationale aussitôt qu'on pourra leur substituer des certificats d'argent ou du papier-monnaie du gouvernement

"Nous favorisons un amendement à la Constitution Fédérale pourvoyant à l'élection des sénateurs des Etats-Unis par le vote direct du peuple, et nous favorisons la législation directe partout où elle est praticable

"Nous sommes opposés au gouvernement par injonction; nous dénonçons le "blacklist", et favorisons l'arbitrage comme moyen de régler les différends entre les corporations et leurs employés

"Dans l'intérêt du travail Américain et de l'élevation du travailleur, nous recommandons comme fondement de la prospérité de notre pays, que le Congrès établisse un Département du Travail, confié à un Secrétaire qui aurait un siège au Conseil, car nous croyons que l'élévation du travailleur Américain donnera une augmentation des produits et une prospérité croissante à notre pays ainsi qu'à notre commerce à l'étranger.

"Nous sommes fiers du courage et de la fidélité des soldats et marins Américains dans toutes nos guerres; nous sommes en faveur qu'on leur accorde des pensions libérales ainsi qu'à ceux qui dépendent d'eux, et nous réitérons le principe avancé à Chicago en 1896 que le fait d'être enrôlé et d'avoir fait du service sera considéré une preuve concluante contre la maladie et l'incapacité avant l'enrôlement.

"Nous sommes en faveur de la construction, du droit de propriété et du contrôle du

CANAL NICARAGUA

par les Etats-Unis, et nous dénonçons le manque de sincérité de la politique républicaine dans son énoncé de principes au sujet d'un canal isthmique en face de l'insuccès de la majorité républicaine de faire passer le projet de loi pendant au Congrès. Nous condamnons le traité Hay Pauncefote comme la reconnaissance des droits et intérêts Américains, ce que le peuple Américain ne doit pas tolérer.

"Nous dénonçons le masque de foi du parti républicain qui n'a pas tenu sa promesse de faire des Etats, des Territoires de l'Arizona, du Nouveau Mexique et d'Oklahoma, et nous promettons aux habitants de ces Territoires de les admettre immédiatement comme Etats et de leur donner un gouvernement autonome pendant qu'ils seront encore Territoires, et nous favorisons un gouvernement autonome et une forme de gouvernement Territorial pour l'Alaska et Porto Rico.

"Nous sommes en faveur d'avoir un système d'améliorations intelligent pour les terres arides de l'Ouest, avec une réserve d'eau pour l'irrigation, et de conserver ces terres pour de véritables colonisateurs.

"Nous favorisons la continuation et la mise en vigueur rigide de la loi d'exclusion des Chinois, et son application aux mêmes classes de toutes les races Asiatiques.

"Jefferson a dit: "La paix, le commerce et une amitié loyale pour toutes les nations, et d'alliance embarrassante avec aucune". Nous approuvons cette doctrine saine et protestons vivement contre l'action des Républicains qui s'en sont entraînés dans une politique, qui s'étend à la diplomatie de l'Europe et à l'intrigue et la prise de terres en Asie, et nous condamnons spécialement l'alliance Républicaine mal dissimulée avec l'Angleterre, qui indique une distinction entre les nations amies, et qui déjà étouffe la voix de la nation pendant que l'on lutte atteinte à la liberté en Afrique.

"Croyants dans les principes d'un gouvernement autonome et rejetant ainsi que l'ont fait nos aïeux, toute prétention à la monarchie, nous considérons avec indignation le dessein de l'Angleterre d'écraser de ses forces les Républiques Sud Africaines. Parlant comme nous le faisons pour la nation Américaine tout entière, à l'exception de ceux qui occupent des places Républicaines et pour tous les hommes libres de partout, nous étendons nos sympathies aux héroïques burghers dans leur lutte inégale pour le maintien de leur liberté et de leur indépendance

"Nous dénonçons les nombreuses appropriations des récents Congrès Républicains, qui ont fait conserver des taxes élevées et qui menacent de perpétuer les accablants impôts de la guerre. Nous sommes opposés à ce que l'accumulation d'un surplus soit dissipé pour des fraudes effrontément imposées aux contribuables, telles que le bill de la subvention des vaisseaux, qui, sous le faux prétexte de faire prospérer la construction des vaisseaux en Amérique, mettrait des millions non mérités dans les poches des plus favorisés qui auraient contribué au fonds de la campagne Républicaine Nous sommes en faveur de la réduction et de la prompte abolition des taxes de la guerre et du retour à la politique Démocratique, district économie honorée par le temps, dans les dépenses gouvernementales.

"Croyant que les institutions les plus chères sont le don de Dieu que l'existence même de la République est en jeu [illegible] décision à rendre, déterminons à ce que enfants sont appelés à jouir des heureux privilèges d'un gouvernement libre qui a rendu les Etats Unis grands, prospères et honorés, nous demandons affirmément la déclaration des principes précédents et le sincère appui du peuple ami de la liberté, sans égard aux affiliations précédentes à un parti.